

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025

### « Bilan de mandat », par *Pierre-Alain Millet*

Le groupe Communiste a apporté une contribution significative au travail de la majorité de gauche de la Métropole.

Près de 400 interventions sur tous les sujets (en moyenne, 8 par conseil), sans compter les 30 tribunes dans le journal de la Métropole, 46 déclarations, conférences de presse ou courriers. Nous exprimons une position originale, complètement consacrée à la réussite de la majorité de gauche, tout en portant sur tous les sujets -le point de vue original des communistes, le point de vue du monde du travail, des quartiers populaires.

Nous préparons chaque conseil en diffusant l'ordre du jour et en discutant avec tous nos liens syndicaux et associatifs, pour être à l'écoute de ce qui bouge, de la santé aux collègues, des usagers des TCL aux amicales de locataires.

Nous sommes globalement satisfaits du bilan de ce mandat. Il fallait changer de braquet pour le vélo, c'est fait. Il fallait prendre en régie la gestion de l'eau, c'est fait et c'est une très grande réussite, d'ailleurs que personne ne critique. Il fallait végétaliser les espaces urbains et engager l'adaptation au changement climatique ; là aussi, le rythme a changé, même si beaucoup reste à faire. Nous apprécions les avancées concernant la gratuité et les tarifs sociaux dans les transports, le développement des transports en commun qui doit se poursuivre et s'amplifier si nous voulons être à la hauteur des enjeux de mobilité et de climat.

Mais ce mandat est aussi celui des crises, du Covid à la crise du logement en passant par la crise énergétique. Nous n'avons pas pu faire reculer le mal-logement, nous n'avons pas fait reculer les inégalités territoriales, qui, malgré tous les efforts, se sont aggravées.

Nous avons eu des débats dans la majorité et, toujours, nous avons cherché à porter l'intérêt général en aidant la majorité à réussir. Parfois, cela nous a conduit à voter « contre » -comme pour la ZFE, l'allotissement du SYTRAL ou la relation aux HCL avec le projet Henry Gabrielle-, parfois, à insister -comme pour l'augmentation du taux de CFE, qui est intervenu en 2025- et, parfois, à intervenir pour défendre des priorités que nous estimons insuffisamment prises en compte -comme pour la construction de collèges.

Nous restons convaincus que le statut de la Métropole ne permet pas une vie démocratique à la hauteur des défis de nos sociétés fracturées. Nous continuons à défendre une métropole des communes et des citoyens, en portant un projet alternatif à la droite qui ne demande qu'une métropole des maires.

Monsieur Morage se félicite ainsi, récemment, d'un avis juridique demandant qu'une délibération métropolitaine s'appuie sur une délibération des communes, mais son groupe avait voté « contre » notre amendement au Pacte de cohérence métropolitain qui proposait, justement, d'inclure l'avis des communes dans les délibérations métropolitaines ; amendement adopté, mais jamais utilisé par tous ces maires qui ne cessent de parler de la place des communes !

Nous savons que les crises sociales et démocratique ne feront que se renforcer dans les années à venir et, donc, que l'enracinement populaire des politiques publiques est le premier défi à relever. Nous allons être confrontés à une forte baisse des possibilités d'investissements, il n'y a pas de réponse progressiste satisfaisante sans faire de la planification des projets un sujet majeur de notre vie démocratique et du débat public.

groupe **Communiste et Républicain** – 20, rue du Lac – CS 33569 – 69505 Lyon Cedex 03

Tél. : 04 26 99 38 79    mél : [groupecommuniste@grandlyon.com](mailto:groupecommuniste@grandlyon.com)    blog : [eluscommunistes.gl2020.fr](http://eluscommunistes.gl2020.fr)

## « Rassemblement pour 2026 dans le contexte de la crise politique », par Léna Arthaud

Nous devons continuer dans les prochaines années à faire de la métropole un lieu de stabilité, de solidarité et de résistance. Nous voulons assurer des majorités de gauche, écologiques et progressistes dans le maximum de communes, car elles sont les meilleurs outils pour protéger les populations, faire reculer les politiques réactionnaires toujours au service des plus riches. Quand le droite et l'extrême droite ont pour seule méthode l'opposition des habitants entre eux afin de faire monter les haines et les racismes, nous voulons unir les citoyennes et les citoyens en rassemblant les forces de gauche. Nous affirmons notre engagement dans le rassemblement des forces progressistes et républicaines dans le respect des sensibilités politiques et des territoires de la métropole.

Nous continuerons à défendre, au sein d'une majorité diverse, sur tous les dossiers, une Métropole solidaire, équitable, où la place des communes est renforcée pour répondre toujours mieux aux besoins des habitantes et des habitants.

Nous proposons d'articuler notre projet autour de 4 grands axes :

- Résister aux injustices, aux inégalités en développant les solidarités face aux individualismes qui détruisent le vivre ensemble ;
- Défendre et promouvoir les Communes et les arrondissements comme premier lieu de citoyenneté ;
- Défendre et développer les services publics, les droits des salariés, les principes de solidarité - tout particulièrement l'égalité de traitement entre les citoyens-nes ;
- Proposer un autre projet des mobilités, une plus grande ambition pour les transports en commun, une complémentarité entre les différents modes de transport : actifs/publics/voiture, une ambition forte sur le SERM.

Cela pourra se traduire concrètement par exemple par :

- Une maîtrise publique du foncier pour rendre l'espace aux salariés et aux habitants. Des choses ont été faites (politique foncière significative, OFS, ...) mais sans remettre en cause le fond de l'injustice foncière.

Malgré la politique volontariste de l'habitat, les ségrégations territoriales et le mal-logement se sont aggravés depuis 2020. Nous renouvelons l'objectif de doubler le rythme de constructions et de mises à disposition, de créer 8 000 logements sociaux par an -ce qui ferait passer le taux SRU de la Métropole de 24 à 32 % en 2030. Cela permettrait de réduire par deux la file d'attente pour un logement social.

Nous proposons également de poursuivre l'encadrement des loyers, encadrer la location de courte durée et généraliser le permis de louer comme un outil de justice sociale et de lutte contre la spéculation foncière.

- Nous réitérons notre proposition d'un nouveau Pacte métropolitain des Communes solidaires, redéfinissant les rapports entre la Métropole et les Communes. La participation citoyenne ne peut pas se construire ailleurs que dans les communes, et l'instrumentalisation du débat public dans des enjeux institutionnels entre communes et métropole est un piège. La métropole des communes est essentielle pour construire une métropole des citoyens. Pour toute compétence partagée ou articulée, les décisions de la Métropole devraient nécessiter un vote des Conseils municipaux.
- Concernant la solidarité, il existe une exigence à reconstruire un pacte social et républicain. L'aggravation des inégalités et ségrégations dans la métropole doit être au

cœur d'une politique sociale renouvelée. Nous voulons un véritable plan de construction et de rénovation des collèges.

La Métropole doit s'engager contre la fermeture des hôpitaux publics, de leurs services et de leurs lits. Nous demandons des investissements pour des centres de santé de proximité.

Nous défendrons une Métropole solidaire des travailleurs, contre les restructurations, les délocalisations ; pour la défense de nos savoir-faire et des relocalisations.

- L'aménagement du territoire équilibré et solidaire est au cœur de notre projet avec un plan Climat audacieux pour des transports en commun écologiques et accessibles à tous comme outil premier de cet aménagement. Concernant les transports, notre priorité c'est le libre accès et le développement des transports en commun (nous avons, d'ailleurs, une pétition à signer à ce sujet), ainsi que la fin de l'allotissement du SYTRAL.

Le Parti Communiste Français n'a qu'une seule ligne. Le progrès social pour tous. La situation politique nationale et internationale nous impose une responsabilité historique. Celle du rassemblement des organisations défendant la justice sociale, le progrès et la démocratie. La gauche doit être à la hauteur. Les communistes s'appliquent cette ligne, qui ne peut être que l'unique position dans le rassemblement.

Vous pouvez compter sur les communistes pour être candidats sur les listes des différentes circonscriptions aux élections métropolitaines. La Métropole doit être un moyen supplémentaire de lutter contre les inégalités et la fracture territoriale.